

Brexit : Quand ceux qui ont tout à perdre négocient avec ceux qui n'ont rien à gagner...

Les négociations sur le Brexit continuent et bien entendu la presse française continue à faire preuve de la remarquable objectivité dont elle est coutumière.

Tout français qui chercherait à s'instruire sur le sujet en lisant les journaux de notre pays est en fait aussi bien informé qu'un lecteur de la Pravda dans les années 70 sur ce qui se passait alors à Prague, tant les consignes sont suivies avec diligence par ceux qui se disent journalistes. Comme me le disait un ami récemment : *» Il y a deux sortes de journalistes en France : ceux qui sont compétents et honnêtes, qui sont au chômage, et les autres. »*

J'ai donc décidé de consacrer ma chronique du Lundi à ces négociations simplement pour essayer d'expliquer aux lecteurs quels sont vraiment les enjeux.

Je vais essayer de faire simple.

Commençons par les deux parties qui négocient.

D'un côté, nous avons le gouvernement britannique de madame May, de l'autre la Commission Européenne emmenée par monsieur Barnier.

Le gouvernement Britannique est mené par Madame May, très affaiblie par sa dissolution ratée de la Chambre des Communes qui a été suivie par ce qui aurait pu être un désastre électoral puisque les Conservateurs sont passés d'une solide majorité à une quasi- minorité, ne gouvernant qu'avec l'aide des protestants de l'Irlande du Nord. Il n'est pas certain que Madame May reste au pouvoir. Elle pourrait être débarquée bientôt, ayant commis vraiment trop d'erreurs, ce qui ne changerait rien au fond du problème.

Dans ce gouvernement, deux groupes se font face : ceux qui ont fait campagne pour le Brexit, emmenés par Boris Johnson (le ministre des affaires étrangères) et David Davies (le ministre chargé des négociations avec la Commission), qui tous deux avaient milité pour le Brexit et de l'autre ceux qui avaient voté pour « Bremain » sous la conduite du ministre des finances monsieur Hanson, qui a le charisme d'une huitre et est l'esclave de son administration.

Les premiers veulent une sortie claire, rapide et franche, les seconds sont à la recherche d'une solution du type de celle que monsieur Sarkozy a imposé aux Français qui avaient refusé la Constitution Européenne soumise à referendum, en leur collant son frère jumeau à sa place, le Traité de Lisbonne, faisant ainsi fi de la décision du Peuple, ce qui n'a pas porté chance à monsieur Sarkozy.

Pour faire bref et pour utiliser ma propre terminologie, les premiers représentent les hommes des

arbres, les deuxièmes les hommes de Davos et les ODS locaux.

Et Madame May essaye, sans beaucoup de succès, de naviguer entre ces deux groupes en expliquant dans son discours de Florence la semaine dernière que tout cela prendrait un peu plus de temps que prévu et qu'elle était prête à faire des concessions financières pour que la Grande-Bretagne continue à avoir un accès « normal » à l'Europe etc. etc.....

Venons-en à la Commission Européenne.

A l'évidence monsieur Barnier se met dans la position du mari cocu que sa femme a abandonné et qui veut la punir de cette trahison. En général, et comme chacun le sait, ce genre de divorce se passe mal. Il faut cependant bien comprendre ici que monsieur Barnier, qui n'est pas complètement idiot, agit sur instruction.

Et les instructions sont très claires.

Le but de la négociation n'est **en aucun cas** d'arriver à une solution satisfaisant tout le monde mais de préserver l'idée que nul ne peut faire marche arrière dans le mouvement historique qui doit consacrer la fin des nations européennes et l'arrivée du Messie sur terre, je veux dire l'Etat Européen.

Or, et il faut s'en souvenir, le mouvement à marche forcée vers un état fédéral européen n'a **aucune légitimité démocratique** : Il a toujours été imposé *de facto* et *de jure* « par le haut » et chaque fois que l'on a demandé son avis à un Peuple, il a dit qu'il ne voulait pas de structure fédérale.

Et donc, il faut bien comprendre, que *si la sortie de la Grande-Bretagne n'entraînait pas une catastrophe pour l'économie anglaise voila qui pourrait donner des idées à d'autres pays tels la Pologne, la Suède ou l'Italie (qui va voter prochainement et qui elle fait partie de l'Euro...)*

Il s'ensuit que pour la Commission et quelque soient les répercussions défavorables sur les économies en Europe ou en Grande-Bretagne, il faut **absolument** que les négociations entre la GB et la Commission échouent pour maintenir en vie leur rêve d'un Etat Européen, et que crèvent les peuples n'a aucune importance.

Pour Bruxelles, créer de toutes pièces une catastrophe économique en Grande-Bretagne est une question de vie ou de mort. Et si cette catastrophe amène à une dépression en Europe, cela n'a aucune importance, seul compte le but final.

Passons maintenant aux différents sujets qu'il va falloir traiter lors de ces discussions et commençons par un point de Droit.

La Grande-Bretagne doit-elle payer une « soulte » pour pouvoir sortir de l'Europe ? La réponse

est NON. Il n'y a strictement rien de prévu dans les traités. Que les Européens s'imaginent que la Chambre des Communes vote un « tribut » de plus de 20 milliards d'Euro sans aucune contrepartie prouve à quel point ces gens sont dans le rêve...

Venons-en aux questions économiques.

La Grande-Bretagne a un déficit extérieur dans le domaine des biens de ...95 milliards avec la zone Euro et un surplus dans le domaine des services d'environ 30 milliards, l'Allemagne comptant pour 50 % du surplus Européen et ces surplus étant massivement dus à des ventes de matériel de transport (voitures, camions, pièces détachées). Préserver ce surplus est essentiel pour l'Allemagne.

La City, qui représente une part importante du PIB anglais est de fait et de droit la principale place financière mondiale et bien sûr la seule vraie place financière européenne. Le but du gouvernement Britannique est de préserver la City autant que faire se peut.

Il ne faut pas être très grand clerc pour comprendre que les accords sur lesquels tous les gens de bonne compagnie pourraient se retrouver devraient être le maintien de la prééminence de la City en Europe contre la libre importation de voitures allemandes et de champagne ou de Bordeaux français.

Mais voilà qui n'est pas possible puisque cela voudrait dire que le Droit Anglais ne serait plus sous le contrôle du Droit Européen pour toutes les opérations de fusions et acquisitions concernant deux entreprises si celles-ci avaient lieu à Londres. Voilà qui signifierait la fin de la Cour de Justice Européenne (CdJE) et donc la fin de la tentative de créer un Etat Européen.

Bruxelles HAIT la city puisque la City, par son contact avec le « grand large », lui échappe et lui a toujours échappé. Pour les Delors de ce monde, ne pas pénaliser la City, c'est détruire l'idée même d'un Etat Européen dont les fonctionnaires contrôleraient toutes les entreprises par l'intermédiaire du Droit et des réglementations. Ce qui voudrait dire la fin du capitalisme de connivence en Allemagne et en France, ce qui est moralement insupportable, chacun en conviendra.

Et donc, il va falloir que l'Allemagne choisisse : soutenir la CdJE et la Commission, ou fermer les usines de Wolfsburg et de Munich.

Je n'ai pas le moindre doute que les autorités françaises vont être jusqu'aboutistes, tant pour elles, la continuation de leur rêve Européen est essentielle. Sans rentes à tirer sur Bruxelles, que ferait t'on des politiciens battus en France et de tous nos seconds couteaux ? Ils seraient peut être obligés de travailler ! On imagine le désastre.

Mais pour Madame Merkel, fraîchement réélue, voilà qui va être une décision difficile...

Le deuxième problème pour l'Europe est encore plus compliqué.

Le départ de la GB va faire perdre 16 % de ses ressources au budget européen et s'imaginer que la Commission va couper ses coûts de 16 % est plaisant mais peu probable. Il va donc falloir augmenter massivement les prélèvements sur les pays restants dont beaucoup ont de forts importants déficits budgétaires et à un moment où Bruxelles est tout sauf populaire.

Ou bien alors, il faudra tailler dans les programmes d'infrastructures, ce qui plaira énormément aux Polonais, Tchèques ou Portugais... Le route des subventions va être coupée et monsieur Juncker sera peut être forcé de payer des impôts normaux sur sa consommation d'alcool journalière, ce qui contribuera un peu à combler le trou créé par le départ des anglais mais restera insuffisant. Quant à créer un nouvel impôt européen géré par un ministre des finances européen, la grande idée de monsieur Macron, voilà un projet qui va déclencher un enthousiasme assourdissant à Berlin, Dublin ou Varsovie.

Dur, dur...

Quant à l'économie anglaise, je ne me fais guère de soucis. Les exportations anglaises vers le reste du monde connaissent une croissance très forte depuis plus d'une décennie (contre zéro pour les exportations vers l'Europe) et la Grande-Bretagne va recommencer à acheter ses produits agricoles au Canada, en Australie et en Nouvelle Zélande, ce qui fait que les prix alimentaires vont baisser très fortement ainsi que les factures pour les importations de nourriture. Une forte amélioration du commerce extérieur anglais est donc quasiment certaine.

Et, si par hasard, les choses se passaient plus mal que je ne le pense pour l'économie Britannique alors nul doute que la Livre- déjà très sous évaluée- ne plonge un peu plus, ce qui donnerait un violent coup d'accélérateur à un système productif où le chômage est déjà à un plus bas et l'emploi à un plus haut (en particulier les emplois féminins). Et comme la GB produit plus de voitures que la France, remplacer des voitures allemandes, françaises, italiennes ou espagnoles par des voitures faites en GB ne serait pas extrêmement pénible, sauf pour quelques bobos snobs du côté de Hampstead, qui pourront continuer à se singulariser en achetant des véhicules Coréens ou Nippons tout en noyant leur chagrin en buvant des vins en provenance de l'Australie, de l'Afrique du Sud ou de la Nouvelle Zélande, tous pays qui jouent au rugby et avec lesquels on peut donc faire des affaires en toute confiance puisqu'ils utilisent le même Droit.

Conclusion

Dans le titre quelque peu énigmatique de cet article, ceux qui ont tout à perdre sont les Européens. Ceux qui n'ont rien à perdre sont les Anglais.

A lire la presse, contrôlée par les ODS et les hommes de Davos, on jurerait que le contraire correspondrait à la réalité.

Le but de cet article est donc tout simplement de rappeler que menacer des pires sévices le principal consommateur de vos produits est rarement une bonne idée. C'est ce qu'avait fait avec beaucoup de conviction Louis XIV quand il a supprimé l'Edit de Nantes, forçant les Protestants au départ, ou quand Napoléon institua le blocus continental. Tout le monde se souvient de l'effet heureux que ces brillantes idées ont eu sur la croissance économique respectivement en France et en Grande- Bretagne.

Plus ca change, plus c'est la même chose...

La seule chose immuable est la capacité des gouvernements français à faire la fortune de l'Angleterre.